



Programme Alimentaire Mondial

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration
Rome, 14–18 novembre 2016**

Distribution: Générale

Date: 26 octobre 2016

Original: Anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2016/8-C/4

Projets soumis au Conseil d'administration pour approbation

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Tchad 200713

Renforcer la résilience, protéger les moyens d'existence et réduire la malnutrition parmi les réfugiés, les rapatriés et les autres personnes vulnérables

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	144 960 133	69 831 102	214 791 235
Transferts de type monétaire et coûts connexes	53 061 832	42 413 617	95 475 448
Développement et augmentation des capacités	2 649 937	1 009 844	3 659 780
Coût total pour le PAM	265 815 639	141 457 344	407 272 983

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Projet de décision*

Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire proposée de 141 millions de dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Tchad 200713, "Renforcer la résilience, protéger les moyens d'existence et réduire la malnutrition parmi les réfugiés, les rapatriés et les autres personnes vulnérables", ainsi que la prolongation de l'intervention pour une période de 12 mois allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 (WFP/EB.2/2016/8-C/4).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

Mme M.E. McGroarty
Directrice de pays
courriel: mary-ellen.mcgroarty@wfp.org

Nature de l'augmentation budgétaire

1. La présente révision budgétaire de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Tchad 200713 maintient les activités en cours afin de faciliter le passage à un plan stratégique de pays sur la base d'un examen stratégique national Faim zéro d'ici au 31 décembre 2017.
2. Plus précisément, la révision budgétaire prévoit:
 - d'accroître la quantité de produits alimentaires de 63 099 tonnes, pour une valeur de 31,5 millions de dollars;
 - d'augmenter de 35,5 millions de dollars le montant destiné aux transferts de type monétaire;
 - de relever de 38,4 millions de dollars le montant alloué au transport extérieur, au transport terrestre, à l'entreposage et à la manutention et aux autres coûts opérationnels directs;
 - de consacrer 1 million de dollars supplémentaire aux activités de développement et d'augmentation des capacités; et
 - de relever de 19 millions de dollars les coûts d'appui directs.

Justification de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

Résumé des activités en cours

3. La présente IPSR a pour but de renforcer la résilience, de protéger les moyens d'existence et de réduire la malnutrition parmi les groupes vulnérables. Elle comprend les activités suivantes: i) distribution générale de vivres pour les ménages de réfugiés en situation d'insécurité alimentaire en provenance du Soudan et de la République centrafricaine, et d'autres groupes vulnérables; ii) supplémentation alimentaire ciblée à l'intention des enfants de 6 à 59 mois recevant un traitement contre la malnutrition aiguë modérée, et des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrant de malnutrition¹; iii) prévention de la malnutrition, destinée aux enfants de 6 à 23 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes; iv) activités de création d'actifs en faveur des ménages en situation d'insécurité alimentaire chronique; et v) assistance technique visant à renforcer les capacités du Gouvernement en matière d'alerte rapide, de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de réduction de la dénutrition chez les enfants.
4. L'opération d'urgence régionale 200777 vient en aide aux réfugiés présents au Tchad, aux rapatriés tchadiens touchés par le conflit au Nigéria et aux communautés déplacées à l'intérieur du pays, en particulier les personnes fuyant les violences qui se déroulent à proximité du Lac Tchad. L'opération d'urgence régionale 200799 s'adresse aux rapatriés tchadiens et aux communautés d'accueil victimes du conflit en République centrafricaine. Le projet de développement 200288 prête assistance aux écoliers vivant dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire, notamment dans la région du Sahel. Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies facilitent le transport aérien du personnel humanitaire et de cargaisons légères dans le cadre de l'opération spéciale 200804. À compter de janvier 2018, tous ces projets seront fusionnés et remplacés par un seul plan stratégique de pays sur cinq ans.

Conclusion et recommandations issues de la réévaluation

5. Après trois ans de pluies insuffisantes, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave a augmenté, passant de 403 470 à 1 002 000 entre mars 2015 et mars 2016². Le rendement total de la campagne agricole 2015/2016 a reculé de 11 pour cent à l'échelle nationale, et de plus de 40 pour cent dans le Sahel³. Dans les régions de Kanem, Wadi Fira et Batha, les récoltes ont été inférieures de 50 pour cent à la moyenne quinquennale³. Ces replis ont réduit l'offre d'aliments de base sur les marchés locaux. Le manque de pâturages et d'eau dû à la faible pluviométrie a contribué à la dégradation des conditions d'élevage³, tandis que l'insécurité

¹ La supplémentation alimentaire ciblée est mise en œuvre conjointement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

² Cadre harmonisé, mars 2016.

³ Ministère de l'agriculture, Direction de la production et des statistiques agricoles, Évaluation finale de la campagne agricole 2015/2016. Également cité dans le rapport du Cadre harmonisé de mars 2016.

sévisant dans la région du Lac Tchad a eu des conséquences néfastes sur le commerce du bétail dans le Sahel et au-delà⁴. Les effets conjugués de la fermeture des marchés au Nigéria et de la mauvaise campagne agricole ont entraîné une diminution du pouvoir d'achat des ménages parallèlement à l'augmentation des prix des produits alimentaires et à la baisse des prix du bétail.

6. Début 2016, un recensement biométrique entrepris par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a permis d'enregistrer 387 000 réfugiés, dont 56 pour cent étaient des femmes et 58 pour cent des personnes de moins de 18 ans⁵. Dix-neuf camps situés le long de la frontière avec le Soudan accueillent 79 pour cent de ces réfugiés, tandis que 73 000 d'entre eux et 90 000 rapatriés en provenance de la République centrafricaine vivent dans des camps se trouvant dans le sud du pays. Une mission d'évaluation conjointe menée par le PAM et le HCR au premier semestre de 2016 a confirmé que l'assistance alimentaire demeure la principale source d'aliments pour les réfugiés. Les projets gouvernementaux en faveur de la réintégration des rapatriés ne sont toujours pas financés.
7. Le taux de malnutrition aiguë s'élève à 11,7 pour cent à l'échelle nationale⁶, et dépasse 15 pour cent dans la région du Sahel⁷. Une évaluation de l'alimentation et de la nutrition dans les situations d'urgence réalisée en mars 2016 en collaboration avec le Gouvernement a permis de constater une corrélation statistiquement significative entre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Les enfants de ménages en situation d'insécurité alimentaire grave ont 14 fois plus de risques de souffrir de malnutrition que ceux de ménages qui sont en situation de sécurité alimentaire. Le facteur de risque est six fois supérieur pour les enfants des ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée. La malnutrition chronique touche 29 pour cent des enfants de 6 à 23 mois⁶, avec de fortes disparités selon les régions. La situation nutritionnelle des réfugiés soudanais dans les régions pauvres et reculées du nord-est s'est améliorée ces cinq dernières années, la malnutrition aiguë globale dans les camps étant passée de 12,3 pour cent en 2008 à 7,4 pour cent en 2015⁸. Cependant, la malnutrition aiguë globale demeure élevée dans trois camps du nord, tout comme la prévalence de l'anémie. La malnutrition chronique touche 40 pour cent des enfants de 6 à 59 mois.
8. L'évaluation à mi-parcours de juillet 2016 a révélé que la stratégie et la conception de l'IPSR étaient pertinentes, et que le ciblage géographique, les activités socioéconomiques et les modalités de l'intervention permettaient de venir en aide aux personnes exposées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'équipe d'évaluation a recommandé une prolongation d'un an pour asseoir les progrès et remédier aux problèmes de mise en œuvre.

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

9. La prolongation de 12 mois permettra d'assurer la continuité des opérations du PAM en 2017, et de préparer l'entrée en vigueur d'un plan stratégique de pays au 1^{er} janvier 2018. La révision budgétaire comblera les lacunes dans la mise en œuvre soulignées par l'évaluation, grâce à un plan de travail conjoint du PAM et du HCR qui comprendra: i) la refonte du ciblage axé sur la vulnérabilité pour y intégrer les spécificités des rapports hommes-femmes et les caractéristiques géographiques; ii) l'amélioration des interventions nutritionnelles dans les camps de réfugiés; et iii) une approche intégrée de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour que les réfugiés soient autonomes dans les camps où les conditions le permettent.
10. Le PAM poursuivra la stratégie nutritionnelle exposée dans l'IPSR initiale, tout en suivant l'approche intégrée de la sécurité alimentaire et de la nutrition pendant la période de soudure. Les activités de supplémentation alimentaire ciblée et généralisée concentreront les ressources qui se font rares sur les régions où les besoins sont les plus importants et où les possibilités offertes sont les plus intéressantes, et un projet pilote de traitement à l'échelle des communautés sera mené. La prise en main des activités par le Gouvernement ainsi que la participation de celui-ci seront

⁴ L'élevage représente plus de 30 pour cent du produit intérieur brut du Tchad.

⁵ PAM/HCR. Mission d'évaluation conjointe 2016.

⁶ Évaluation nationale de l'état nutritionnel par la méthodologie SMART au Tchad, octobre 2015.

⁷ Borkou, Ennedi, Tibesti, Bahr El Gazal, Batha, Wadi Fira, Hadjer Lamis, Ouaddaï et Guéra.

⁸ HCR. 2015, Enquête nutritionnelle dans les camps de l'est.

renforcées dans tous les aspects de l'intervention, surtout en matière de suivi. Le traitement du retard de croissance sera assuré dans le cadre d'une démarche préventive multisectorielle fournissant une enveloppe d'interventions à l'intention des enfants de 6 à 23 mois, des femmes enceintes et des mères allaitantes. Le PAM, l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé favoriseront l'alimentation complémentaire au moyen d'un projet pilote de production locale d'aliments complémentaires enrichis et de la promotion de bonnes pratiques de soins aux enfants en tenant compte des aspects nutritionnels.

11. Les activités de création d'actifs destinées à renforcer la résilience des communautés et des ménages cibleront les réfugiés, les personnes déplacées, les rapatriés, les populations d'accueil et les communautés en situation d'insécurité alimentaire dans la ceinture du Sahel, et seront conçues et mises en œuvre à l'aide de l'approche à trois niveaux⁹. Il sera fait appel à la planification communautaire participative pour déterminer les besoins des communautés, améliorer les capacités des partenaires nationaux et aider ces derniers à prendre davantage en main les opérations. La collaboration sera renforcée avec le Gouvernement, la FAO et les autres partenaires chaque fois que possible pour s'attaquer aux vulnérabilités de manière intégrée et multisectorielle.
12. L'IPSR améliorera la participation des femmes en renforçant les dispositifs de communication des réclamations et de remontée de l'information et en transposant les bonnes pratiques à plus grande échelle, notamment au moyen de permanences téléphoniques réservées aux femmes pour leur permettre de signaler des problèmes de protection en toute sécurité. Des dispositions relatives à la problématique hommes-femmes et des mécanismes d'application seront prévus dans les accords de partenariat sur le terrain conclus avec les organisations non gouvernementales et les autres partenaires pour associer les femmes à toutes les étapes de la mise en œuvre. Le PAM veillera également à ce que les femmes interviennent dans la planification communautaire participative portant sur les initiatives de création d'actifs, de sorte que leur avis soit pris en compte dans les décisions concernant le choix des actifs et des activités, des modalités de transfert et du calendrier de mise en œuvre¹⁰. Le PAM collaborera avec l'association nationale des femmes pour s'attaquer aux problèmes liés à la condition féminine.
13. L'intervention du PAM pendant la période de soudure dans la ceinture du Sahel répond aux besoins alimentaires essentiels des ménages en situation d'insécurité alimentaire grave et protège l'état nutritionnel des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes à risque. Les perspectives de la campagne agricole de 2016/2017 étant favorables, le nombre de bénéficiaires a été ramené à 250 000¹¹, et ce chiffre sera réajusté si nécessaire à la suite des évaluations après récolte qui seront menées en octobre et novembre 2016.
14. Dans l'IPSR initiale, il était envisagé de réduire le nombre de réfugiés nécessitant une ration complète (2 100 kilocalories) en 2015 et 2016. L'ampleur de cette réduction devait être déterminée sur la base d'un recensement biométrique effectué par le HCR et en tenant compte de l'abandon du ciblage fondé sur le statut juridique au profit d'un ciblage axé sur la vulnérabilité. Or, le recensement a fait apparaître que le nombre de réfugiés vulnérables était supérieur à celui auquel on s'attendait, ce qui, conjugué au manque de ressources destinées aux activités relatives aux moyens d'existence, a débouché sur une réduction moindre que celle prévue.
15. La plupart des personnes vulnérables qui ont fui la République centrafricaine pour le sud du Tchad en 2013 ont déjà été prises en charge par cette IPSR. Les 11 000 bénéficiaires qui continueront d'être pris en charge au titre de l'opération d'urgence régionale 200799 seront intégrés dans l'IPSR à partir de juillet 2017. Les rapatriés en provenance de la République

⁹ Le PAM termine actuellement une analyse intégrée du contexte, et a conduit neuf initiatives de programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence dans la ceinture du Sahel en 2015 et 2016.

¹⁰ Une mission de consultation d'une durée de six mois est prévue pour contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces actions, notamment avec l'aide du personnel chargé de la formation. Ce travail tirera parti des activités mises en place par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la campagne de sensibilisation à la problématique hommes-femmes, intitulée "Look Behind the Fence" (dépasser les barrières).

¹¹ Ces données s'appuient sur les activités saisonnières de prévision et de suivi conduites par le Groupe de travail interdisciplinaire.

centrafricaine qui se trouvent encore dans des sites de transit et des villages d'accueil continuent de recevoir une assistance en attendant d'être réintégrés. L'instabilité persistante en République centrafricaine crée un risque élevé de nouveaux déplacements et de nouvelles arrivées. Le PAM poursuivra sa collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, en particulier le HCR et la FAO, pour renforcer l'autonomie des réfugiés et des rapatriés, surtout dans le sud où les conditions sont les plus propices.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ

Activité	Catégorie de bénéficiaires	Effectifs actuels			Augmentation			Chiffres révisés		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
Distributions générales de vivres	Réfugiés	213 463	252 992	466 455	183 160	190 768	373 928	213 463	252 992	466 455
	Rapatriés	43 791	47 109	90 900	43 680	47 320	91 000	43 791	47 320	91 111
Aide saisonnière	Population locale vulnérable	295 293	326 127	621 420	122 500	127 500	250 000	417 793	453 627	871 420
Création d'actifs	Population locale vulnérable	102 000	238 000	340 000	51 000	99 000	150 000	153 000	337 000	490 000
Traitement de la malnutrition aiguë modérée (supplémentation alimentaire ciblée)	Enfants de 6 à 59 mois	18 5220	192 780	378 000	96 000	104 000	200 000	281 220	296 780	578 000
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	36 000	36 000	–	36 000	36 000	–	72 000	72 000
	Soignants et bénévoles	2 050	18 950	21 000	3 710	10 290	14 000	5 760	29 240	35 000
Prévention de la malnutrition aiguë (supplémentation alimentaire généralisée)	Enfants de 6 à 23 mois	80 400	79 600	160 000	31 200	33 800	65 000	111 600	113 400	225 000
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	108 000	108 000	–	25 000	25 000	–	133 000	133 000
Prévention de la malnutrition chronique	Enfants de 6 à 23 mois, femmes enceintes et mères allaitantes	24 000	26 000	50 000	24 000	26 000	50 000	48 000	52 000	100 000
TOTAL		946 217	1 325 558	2 271 775	555 250	699 679	1 254 929	1 274 627	1 787 359	3 038 986
TOTAL (hors chevauchements)		857 167	1 130 313	1 987 480	515 400	597 234	1 112 634	1 145 728	1 525 668	2 671 396

16. L'intervention utilisera à la fois des distributions de vivres et des transferts de type monétaire: les seconds seront privilégiés lorsque les conditions sur les marchés seront favorables et que la demande supplémentaire pourra être absorbée sans entraîner de perturbations¹².

¹² Le PAM participe au groupe de travail sur l'assistance monétaire du module de la sécurité alimentaire et continuera de jouer un rôle de chef de file dans l'harmonisation des approches suivies en matière de transferts de type monétaire au Tchad.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE QUOTIDIENNE/TRANSFERT DE TYPE MONÉTAIRE (CHIFFRES RÉVISÉS), PAR ACTIVITÉ (grammes/personne/jour)

	Distributions générales de vivres – vivres			Distributions générales de vivres – transferts de type monétaire			Création d'actifs	Création d'actifs	Supplémenta-tion alimentaire ciblée – enfants de 6 à 59 mois	Supplémenta-tion alimentaire généralisée (période de soudure)	Supplémentation alimentaire ciblée et supplémentation alimentaire généralisée – femmes enceintes et mères allaitantes	Soignants et bénévoles
	Ration complète	80 % de la ration	Demi-ration	Ration complète	80 % de la ration	Demi-ration	Vivres	Transferts de type monétaire				
Céréales	425	350	225	–	–	–	450	–	–	–	–	–
Légumes secs	50	50	50	–	–	–	100	–	–	–	–	–
Huile végétale	25	25	15	–	–	–	25	–	–	–	25	–
SuperCereal	50	50		–	–	–	–	–	–	–	200	–
SuperCereal Plus	–	–	–	–	–	–	–	–	200	–	–	–
Plumpy' Doz	–	–	–	–	–	–	–	–	–	47	–	–
Sel	5	5	5	–	–	–	5	–	–	–	–	–
Sucre	15	15		–	–	–	–	–	–	–	20	–
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	–	–	–	0,375	0,300	0,1875	–	0,4	–	–	–	0,4
TOTAL	570	495	295	–	–	–	580	–	200	47	245	–
Total kcal/jour	2 078	1 824	1 066	–	–	–	2 088	–	787	264	1 050	–
% de kcal d'origine protéique	13	13	14	–	–	–	14	–	–	–	–	–
% de kcal d'origine lipidique	19	20	19	–	–	–	18	–	–	–	–	–
Nombre de jours d'alimentation par an	365	365	120	365	365	365	60	60	90	120	180 (supplémentation alimentaire ciblée) 120 (supplémentation alimentaire généralisée)	10 (soignants) 240 (volontaires)

Besoins en produits alimentaires

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR ACTIVITÉ

Activité	Vivres/transferts de type monétaire	Besoins en produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)/ transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)		
		Chiffres actuels	Augmentation	Total révisé
Distributions générales de vivres – réfugiés et rapatriés	Vivres	81 177	52 385	133 562
	Transferts de type monétaire	25 154 671	24 807 514	49 962 185
Distributions générales de vivres – aide saisonnière	Vivres	13 036	4 425	17 461
	Transferts de type monétaire	5 859 600	2 812 500	8 672 100
Création d'actifs	Vivres	7 068	–	7 068
	Transferts de type monétaire	7 475 000	7 200 000	14 675 000
Traitement de la malnutrition aiguë modérée (supplémentation alimentaire ciblée)	Vivres	7 078	5 188	12 266
Prévention de la malnutrition aiguë (supplémentation alimentaire généralisée)	Vivres	5 502	1 102	6 604
Prévention de la malnutrition chronique	Vivres	990	–	990
Volontaires et soignants	Vivres	609	–	609
	Transferts de type monétaire	5 040 000	700 000	5 740 000
Total, produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)		115 459	63 099	178 558
Total, transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)		43 529 271	35 520 014	79 049 285

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	42 382	13 428 654	
Légumes secs	5 363	5 151 784	
Huile et matières grasses	2 769	3 367 547	
Aliments composés et mélanges	10 476	8 638 359	
Autres	2 110	872 370	
Total, produits alimentaires	63 099	31 458 714	
Transport extérieur		5 437 548	
Transport terrestre, entreposage et manutention		28 580 466	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		4 354 373	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		69 831 102	
Transferts de type monétaire		35 520 014	
Coûts connexes		6 893 603	
Transferts de type monétaire et coûts connexes			42 413 617
Développement et augmentation des capacités			1 009 844
Coûts opérationnels directs			113 254 563
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			18 948 563
Total des coûts directs du projet			132 203 125
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) ³			9 254 219
COÛT TOTAL POUR LE PAM			141 457 344

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée de l'intervention.

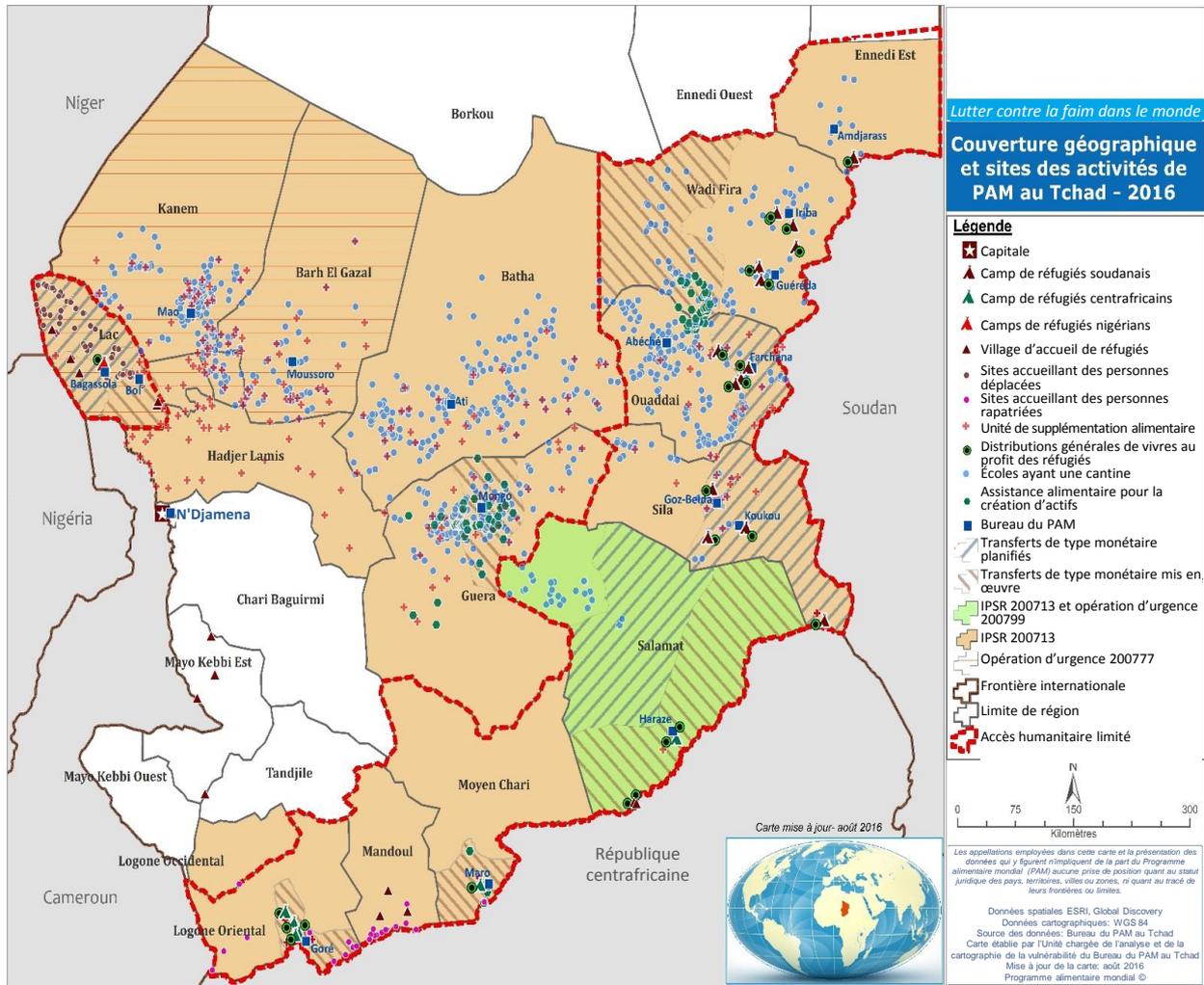
ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	8 200 418
Agents des services généraux	3 983 750
Prime de danger et indemnités locales	919 450
Total partiel	13 103 618
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	371 200
Sécurité	950 000
Voyages et transport	2 412 745
Études préalables, évaluations et suivi¹	430 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	18 948 563

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II

Couverture des activités du PAM au Tchad



Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance